autorité conformément aux conditions fixées par l'article 2 du décret sus-visé n° 75-38 du 17 juin 1975;

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet à compter du 18 février 1991 et sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*

Tunis, le 16 mars 1991

Le ministre de l'intérieur
ABDALLAH KALLEL

Vu
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 mars 1991, portant délégation de signature.

Le ministre de l'intérieur.

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif; ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature;

Vu le décret n° 84-1244 du 20 octobre 1984, portant organisation du ministère de l'intérieur modifié par le décret n° 86-526 du 5 mai 1986 et 88-193 du 15 février 1988 et notamment son article 4;

Vu le décret n° 84-1245 du 20 octobre 1984, portant statut particulier de l'inspection générale du ministère de l'intérieur;

Vu le décret 89-395 du 8 mars 1989, portant nomination de Monsieur Hassine Bousoffara contrôleur général des services publics chef d'inspection du ministère de l'intérieur à compter du 1er janvier 1989;

Vu le décret n° 91-272 du 18 février 1991, portant nomination de Monsieur Abdallah Kallel ministre de l'intérieur.

Arrête :

Article premier. — Conformément au paragraphe deux de l'article premier du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Hassine Bousoffara, contrôleur général des services nommé chef d'inspection du ministère de l'intérieur, est habilité à signer par délégation tous les actes entrant dans le cadre des attributions à l'inspection générale au ministère de l'intérieur à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. — Monsieur Hassine Bousoffara, est autorisé à subdéléguer sa signature aux fonctionnaires de la catégorie «A» et «B» soumis à son autorité conformément aux conditions fixées par l'article 2 du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975;

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet à compter du 18 février 1991 et sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*

Tunis, le 16 mars 1991

Le ministre de l'intérieur
ABDALLAH KALLEL

Vu
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

.....
MINISTERE DES FINANCES
.....

RECETTES DES FINANCES

Décret n° 91-412 du 30 mars 1991 érigeant certaines recettes des finances en sous-directions.

Le Président de la République ;

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988 réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels des administrations centrales ;

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975 fixant les attributions du ministère des finances ;

Vu le décret n° 81-1135 du 9 septembre 1981 portant organisation du ministère du plan et des finances ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 82-1019 du 10 juillet 1982 fixant l'organisation, les attributions des directions régionales au ministère du plan et des finances ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 91-80 du 14 janvier 1991, article 25 (nouveau) ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. — Les recettes des finances ci-après sont érigées en sous-directions :

- Recette des mutations immobilières et des successions à Tunis.
- Recette municipale « 1^{er} bureau » à Tunis.

Art. 2. — Les recettes des finances sus-visées seront gérées par des receveurs bénéficiant des rangs et prérogatives d'un sous-directeur d'administration centrale.

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 30 mars 1991.

p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

.....
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
.....

MODALITES D'OCTROI DE PRETS FONCIERS

Décret n° 91-380 du 18 mars 1991, portant modification du décret n° 88-1159 du 17 juin 1988, fixant les conditions et les modalités d'octroi de prêts fonciers.

Le Président de la République;

Sur proposition du ministre de l'agriculture;

Vu la loi n° 88-18 du 2 avril 1988, portant promulgation du code des investissements agricoles et de pêche et notamment les articles 34 et 39 dudit code;

Vu le décret n° 88-1159 du 17 juin 1988, fixant les conditions et les modalités d'octroi de prêts fonciers;

- Vu l'avis des ministres des finances et du plan et du développement régional;
- Vu l'avis du tribunal administratif;

Décète :

Article premier. — Les articles 3 et 4 du décret sus-visé n° 88-18 du 17 juin 1988 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 3 (nouveau). — Pour bénéficier des prêts fonciers, les promoteurs visés aux articles 1 et 2 du présent décret doivent présenter à l'appui de leur demande notamment :

— une pièce officielle attestant que le demandeur remplit les conditions des articles 33 et 39 du code des investissements agricoles et de pêche sus-visé;

— un engagement à réaliser sur la terre objet de l'acquisition d'un projet intégré d'investissement des catégories «B» ou «C»;

— une pièce officielle justifiant la qualité de cohéritier indivisaire du demandeur en cas d'acquisition d'une part indivise en co-propriété d'une exploitation agricole constituant une unité économique.

— une promesse de vente dument établie portant sur la terre objet de la demande de prêt.

Article 4 (nouveau). — Le prêt foncier destiné aux promoteurs agricoles sus-visés dans les conditions du présent décret ne peut être accordé que dans la limite de 50.000 dinars. Les promoteurs ne peuvent bénéficier de ce prêt qu'une seule fois durant leur vie.

Cette limite est ramenée à 15.000 dinars dans le cas d'acquisition foncière auprès des ascendants.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, justifier d'un financement sur ses fonds propres au moins égal à 10% du prix d'acquisition de la terre.

Art. 2. — Les ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 18 mars 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

NOMINATION

Par décret n° 91-381 du 18 mars 1991 :

Monsieur Abdelhakim Zommel Mokadmi, est chargé des fonctions de Président-directeur général de l'office national de l'huile à compter du 21 février 1991.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT

PERIMETRE D'INTERVENTION

Décret n° 91-382 du 23 mars 1991, portant intégration du périmètre communal de Jendouba, dans la circonscription d'intervention de l'office national de l'assainissement.

Le Président de la République;

Vu la loi n° 74-73 du 3 août 1974, portant création de l'office national de l'assainissement (ONAS);

Vu l'avis du ministre de l'intérieur;

Vu l'avis du conseil municipal de Jendouba réuni en date du 17 novembre 1990;

Sur proposition du ministre de l'équipement et de l'habitat;

Décète :

Article premier. — Le périmètre communal de Jendouba est intégré dans la circonscription d'intervention de l'office national de l'assainissement à partir de la publication du présent décret.

Art. 2. — Les ministres de l'intérieur et de l'équipement et de l'habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 23 mars 1991.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

MINISTERE DU TRANSPORT

NOMINATIONS

Par décret n° 91-390 du 26 mars 1991 :

Monsieur Mahmoud Sifaoui est nommé administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de la société nationale des transports en remplacement de Monsieur Salaheddine Bouguerra.

Par arrêté du ministre du transport du 26 mars 1991 :

Monsieur Houcine Chouk désigné au conseil d'administration de la société tunisienne de l'air en qualité d'administrateur représentant l'Etat et ce, en remplacement de Monsieur Mohamed Taieb.

Par arrêté du ministre du transport du 26 mars 1991 :

Monsieur Béchir Ghazali est désigné au conseil d'administration de la société nationale de transport interurbain en qualité d'administrateur représentant les usagers et ce, en remplacement de Monsieur Hafidh Rahoui.